

## CONFERENCE DE PRESSE

(Libreville, le 20 mai 2016)

### MESDAMES ET MESSIEURS DE LA PRESSE NATIONALE ET INTERNATIONALE

Notre pays le Gabon traverse une zone de turbulences que l'on ne peut plus longtemps ignorer.

Les institutions de la République sont à jamais devenues des jouets entre les mains d'enfants gâtés qui n'ont pour seule ambition que de les asservir, se servir davantage pour laisser le pays dans la ruine totale en disant tout bas, après nous, c'est le chaos !

C'est la politique de la terre brûlée et si on n'y prend garde, quand ils partiront, ce sera trop tard.

C'est le sens que je donne à toutes ces dérives verbales que le pouvoir tente avec une habileté machiavélique, d'attribuer aux opposants déterminés et depuis un certain temps, je suis devenu la cible à abattre absolument, d'où l'instrumentation annoncée de la justice pour tenter de me rendre inéligible.

Et dans ce concert émergent de boules puantes, tout y passe et tous y passent, allant même jusqu'à m'accuser d'avoir copié je ne sais quelle thèse ou quel livre pour écrire mon projet de société. Quelle histoire !

#### **Mesdames et Messieurs,**

Le Gabon est un pays très riche avec du pétrole, du manganèse, du fer, de l'uranium, du diamant et de l'or, mais paradoxalement sa population, pourtant très faible, est très pauvre.

Comment résoudre ce paradoxe ?

Telle est la question fondamentale que je propose de résoudre à travers mon projet de société qui, aujourd'hui fait tant parler, c'est tant mieux et j'en suis heureux.

#### **Mesdames et Messieurs de la presse,**

Depuis pratiquement 1990, l'opposition a toujours posé les mêmes problèmes et parfois proposé les mêmes solutions sans que celles-ci ne soient mises en œuvre. Y-a-t'il trente-six mille solutions pour y remédier ? Je n'en sais rien, mais je partage le diagnostic général et j'adhère aux solutions intelligentes collectives. C'est, je crois, tout simplement du bon sens.

Je pars de 2 constats : théorique et pratique.

Jean Bodin, juriste, économiste et philosophe du 16<sup>ème</sup> siècle disait, « Il n'y a de richesse que d'homme » et j'ajouterai même pour paraphraser Jean Monnet que « rien n'est possible sans les hommes, rien n'est durable sans les institutions ».

Le Gabon a fondamentalement un problème d'institutions, j'allais dire que le problème numéro un du Gabon, c'est celui de la République et je crois que ce constat est largement partagé. Notre République est à refonder et qui peut dire le contraire ?

Prenons le cas de la Justice, cette noble institution sans laquelle il n'y a pas d'Etat normal.

Aujourd'hui, le constat est général, notre justice est malade, si malade qu'il lui faut un traitement de choc pour la remettre debout.

Ma conviction profonde est que sans une justice forte et indépendante, il n'y a plus d'Etat de droit et donc pas de grandeur pour la nation gabonaise. Les Saintes écritures nous enseignent, dans le Livre des proverbes, chapitre 14, verset 34, je cite, « la justice élève une nation ».

Sur le plan pratique, le Japon, pays dont le sous-sol ne dispose d'aucune des richesses, s'est hissé pratiquement au deuxième rang mondial, grâce à son investissement sur l'Homme à travers notamment son savoir.

Ces deux cas, l'un théorique et l'autre pratique, m'ont amené à considérer qu'il faut investir massivement sur l'Homme, par le biais de l'éducation, de la santé, du logement, etc...

S'agissant par exemple de l'éducation ; l'ONU a fixé au monde entier, dans l'un de ses 8 Objectifs pour le Développement du Millénaire (ODM), l'éducation obligatoire jusqu'à 16 ans, j'y ai ajouté, compte tenu des moyens dont nous disposons, l'éducation gratuite.

Fallait-il abandonner cette proposition sous prétexte que le père Paul Mba Abessole avait dit plusieurs années auparavant l'école cadeau ? Où est le plagiat ?

L'école pour Tous, la santé pour Tous, l'éducation pour Tous, le logement pour Tous, l'électricité pour Tous, l'eau pour Tous, relèvent de ces considérations partagées par toute l'opposition.

Je prône le retour à la constitution de 1991, élaborée par Me Agondjo et ses pairs, adoptée par Consensus.

Ne fallait-il pas y revenir sous prétexte que Me Agondjo et ses amis politiques avaient fait inscrire dans la constitution les réformes sur lesquelles nous voulons parvenir ?

Qui dans le Gabon actuel est contre le retour aux élections à deux tours ? Inscrire cela dans mon projet de société c'est plagier qui ? Me Agondjo et ses amis ou tous ceux qui ont soutenu cette constitution par consensus ?

Le combat pour l'Etat de droit et la Démocratie n'est pas un combat individuel, il est collectif et les solutions pour y parvenir ne relèvent pas d'un individu.

Parler de plagiat pour un projet de société, c'est un non-sens.

D'aucuns ont prétendu que j'aurais plagié le projet de société d'AMO.

Je voudrais quand même faire observer à certains qu'un projet de société n'est pas une œuvre scientifique, littéraire ou artistique ; c'est l'œuvre d'experts qui ont chacun, en fonction de sa spécialité, apporté sa pierre à l'édifice. Les économistes y contribuent, les juristes y participent, les scientifiques, etc. ... .

Même si j'avais repris l'intégralité du projet dit d'AMO, les fameux héritiers politiques d'AMO devraient alors en être fiers, ils devraient être fiers de constater que les idées défendues par AMO, et qu'il n'a pas pu mettre en œuvre, soient reprises et défendues à son tour par quelqu'un d'autre après lui... C'est aussi ça le sens de l'histoire, mes chers amis !

Je voudrais alors poser une question à mes censeurs ; depuis qu'AMO avait identifié les maux qui minent le Gabon et qu'il avait proposé les solutions à ces maux, le Gabon a-t-il changé ?

Dès lors qu'on constate que Jean Ping et AMO font le même constat et donnent les mêmes solutions, c'est plutôt rassurant, puisque la situation est la même et les solutions envisagées sont les mêmes. C'est le contraire qui m'aurait gêné !

Je prends encore quelques exemples ; depuis des années, se pose le problème de la route Sam-Bibass ou Lébamba-Mbigou.

Comment les habitants de ces zones pourraient-ils comprendre que moi, candidat à l'élection présidentielle, je ne puisse pas envisager de faire ces routes ? Et je vous l'assure que je les ferai.

Depuis des années, la province de l'Ogooué Ivindo connaît un problème de d'enclavement. Comment les Ogivins peuvent-ils comprendre que dans mon projet de société je n'envisage pas l'éventualité de désenclaver leur province ?

La question des routes, de l'école, de la santé, pour ne citer que celles-là, ont-elles changé et ont-elles trouvé des solutions depuis que l'opposition les soulève ?

Alors, pour mes détracteurs qui m'accusent de plagiat, puisqu'il s'agit du projet d'AMO, personne d'autre ne devrait plus parler d'Assurance Maladie Obligatoire, de l'Etat de droit et de la Démocratie, de la santé pour Tous dès lors qu'AMO en aurait parlé. Drôle de conception de la République !

**Mesdames et Messieurs,**

Je ne me souviens pas que les rédacteurs de mon projet et moi-même aient recopié un quelconque projet dont la propriété avait été protégée à l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle à Yaoundé !

L'UFA par exemple a fait des propositions intéressantes pour le Gabon, fallait-il les reprendre ou les ignorer purement et simplement au prétexte qu'elles ont été élaborées par d'autres. Moi je pense tout simplement que les reprendre est une bonne chose, parce qu'il s'agit du Gabon, de ce même Gabon que nous avons en partage.

Je crois sincèrement qu'il faut clore ce faux débat d'experts mal inspirés, je considère donc pour ma part que ce débat est clos.

On a aussi fait le reproche à mon projet de ne pas être chiffré.

Ceux qui me font ce procès sont de mauvaise foi. On oublie vite que dans une dictature comme la nôtre, aucun cadre de l'administration ne peut s'hasarder à communiquer à l'opposition les chiffres réels de l'économie du pays !

Qui peut, aujourd'hui dans l'opposition et même dans la majorité hormis quelques initiés, nous dire en toute sincérité le niveau réel de délabrement de notre économie ?

Voilà pourquoi la sagesse commande la prudence et de ne faire ici que des projections minimales ; ce que j'ai fait dans l'annexe de mon projet de société. Et je puis vous assurer qu'avant d'engager quoi que ce soit dès notre arrivée aux affaires, je commettrai un audit des finances publiques pour connaître l'état réel du pays.

Après quoi, nous chiffrerons cette fois-ci le programme du Gouvernement qui sera mis en place. Et ce chiffrage, qui va naturellement tenir compte des priorités retenues, sera fait à court, moyen et long terme.

S'agissant maintenant de cette fameuse vidéo diffusée à souhait, dans laquelle j'aurais traité les Gabonais de cafards en appelant au génocide.

A la suite d'un montage grossier et indigne, parce qu'il s'agit bien d'un grossier montage indigne de ceux qui l'ont réalisé, les émergents m'accusent de génocidaire. Ce sont vraiment les pyromanes qui crient au feu, les kleptomane qui crient au vol, les génocidaires qui crient au génocide.

Je voudrais dire aux émergents que Monsieur Ali Bongo est un candidat déclaré comme moi. Et que si on était dans un pays normal, il n'aurait pas à utiliser les institutions de la République pour sa propagande, mais est-ce qu'il le sait ? Sommes-nous encore dans une République normale ?

Le roitelet qu'il est, pense au contraire que la République est sa chose personnelle, son jouet et qu'il dispose du droit de vie et de mort sur tous les Gabonais qu'il considère comme ses sujets.

Non, monsieur Ali, les Gabonais ne sont pas vos sujets, ils sont des citoyens qui méritent respect et considération.

En 2009, l'arrivée au pouvoir de ce monsieur est marquée par le massacre des populations de Port-Gentil qui contestaient légitimement sa victoire ; un rapport existe, il a été transmis à la CPI, qui vivra verra. Et depuis lors, on n'a jamais cessé de voler, de piller et de tuer.

Mais, revisitons quelque peu l'histoire sombre de notre pays en posant quelques questions simples :

Qui a fait assassiner Réndjambé ?

Qui a fait tirer sur Lemboumba ?

Qui a tué Mboule Béka ?

Qui a été à l'origine de la mort de Béranger Ntoutoume Obame ?

Qui a fait rentrer les armes venues d'Ukraine et d'ailleurs au Gabon ? Et comme s'ils nous prenaient pour des navets, ils ont osé, toute honte bue, nous expliquer que ces armes étaient destinées à la Centrafrique comme si Bangui ne disposait plus d'aéroport pour réceptionner leur cargaison d'armes supposée.

Qui a fait appel à des mercenaires tapis dans l'ombre ?

Moi, je n'ai jamais tué de ma vie et je ne le ferai jamais, surtout pas pour accéder au pouvoir ou pour s'y maintenir.

C'est le lieu ici de condamner avec la dernière énergie ce montage ignoble qui va jusqu'à me prêter les propos de Kadhafi qui menaçait ses populations de les noyer dans une « rivière de sang » et les traitait de « rats (qu'il va) débusquer pouce par pouce, un par un, maison par maison, rue par rue ».

Permettez quand même que je rappelle, pour mémoire, à ces émergents enragés et intellectuellement grabataires que historiquement tous les génocides perpétrés dans le monde y compris le génocide Ruandais ont toujours été commis par des détenteurs du pouvoir contre une ethnie minoritaire ou une population bien ciblée et dépourvue de défense, ce fût le cas d'Hitler avec les Juifs, ce fut aussi le cas pour les Arméniens ou les chrétiens d'Orient et ce fut le cas des Hutu Ruandais sous Habyarimana contre les Tutsi.

Comme vous le constatez, je suis non seulement d'une ethnie minoritaire, mais je suis de surcroît entouré des Gabonais de toutes les ethnies, je dis bien toutes !

Quelle ethnie vais-je pouvoir exterminer, je vais commettre le génocide contre quelle population du Gabon et avec quels moyens ?

Je vous rappelle que dans mon histoire, j'ai côtoyé les horreurs de la guerre, j'ai contribué à régler des conflits de tous genres, y compris dans certains pays voisins.

La communauté internationale que je connais assez bien ne peut pas croire un seul instant que moi, Jean Ping, je suis brusquement devenu un dictateur et un génocidaire.

Lorsque Nicolas Sarkozy, alors Ministre de l'intérieur, avait parlé du karcher pour nettoyer une banlieue parisienne, c'est bien plus grave que ce que l'on me prête, avait-il été traité de génocidaire ? Bien au contraire, il a été élu.

L'acharnement contre Jean Ping se comprend, mesdames et messieurs, les émergents savent que leur heure a sonné, ils n'en ont plus pour longtemps et comme toujours en pareille circonstance, l'agonie fait perdre la tête.

L'instinct de survie qui, désormais, les habite les amène à faire n'importe quoi, à dire n'importe quoi sur n'importe qui, pourvu qu'ils gagnent encore un peu de temps.

Aujourd'hui, monsieur Ali en est réduit à aller pleurnicher d'église en église, après avoir tronqué sa tenue préférée d'émir musulman en costume officiel gabonais.

Mais cet acharnement ne devrait pas dépasser les bornes et là, je crois qu'ils ont franchi la ligne rouge ; je ne peux plus laisser faire et laisser dire.

J'ai donc demandé à mes avocats d'engager une action en justice contre ces personnes sans scrupule qui ne reculent devant rien et sont prêts à tout pour se maintenir au pouvoir.

Mesdames et messieurs les émergents, les Gabonais ne sont pas dupes, Je ne suis pas dupe, la justice est aujourd'hui entre vos mains, vous l'instrumentalisez à souhait et la grève des magistrats est la preuve patente de cette pathétique situation.

Mais dans quelques mois, je vous le promets, notre justice sera tout simplement républicaine et, sans haine ni vengeance, elle fera la lumière sur tout et pour tous.

Et compte tenu de la particularité de notre pays, pris en otage par des sans foi ni loi, et au vue de la gravité de cette situation et considérant la dangerosité d'Ali et de ses sbires, j'ai saisi la Cour Pénale Internationale de la Haye et nous verrons qui de lui ou moi est génocidaire.

Non, la République est trop importante pour être laissée entre les mains d'amateurs et d'incompétents.

Unissons-nous pour mettre fin à l'imposture et à la dictature ; mettons ensemble notre pays le Gabon à l'abri de la peur et du besoin. Ce projet-là n'est la propriété de personne, c'est un projet pour le Gabon.

Je vous remercie.

Je suis à votre disposition pour les questions que vous voudrez bien me poser.